



Ville-monde et histoire globale : Paris, 1919-1939

Emmanuel Blanchard

Recensé : Michael Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, Paris, La Découverte, 2017, 450 p. (traduction de l'anglais par Pauline Stockman de : *Anti-Imperial Metropolis. Interwar Paris and the Seeds of Third World Nationalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015).

Le côtoiement dans la ville très cosmopolite qu'était Paris dans l'entre-deux-guerres a-t-il contribué à forger les imaginaires qui portèrent les processus de décolonisation ? C'est la thèse soutenue par cet ouvrage, qui pêche parfois, selon Emmanuel Blanchard, par manque de rigueur et méconnaissance des travaux existants.

À la rentrée 2015, les Presses de l'université de Cambridge faisaient paraître *Anti-Imperial Metropolis. Interwar Paris and the Seeds of Third World Nationalism*, le troisième ouvrage de l'historien allemand Michael Goebel, spécialiste de l'Argentine et des nationalismes en Amérique latine. Dans les mois suivants, la conversion thématique du jeune professeur d'histoire globale à la Freie Universität de Berlin était saluée par de nombreuses recensions enthousiastes, puis par le prix 2016 du meilleur ouvrage d'histoire globale (Jerry Bentley Prize), décerné par l'American Historical Association. Moins de 18 mois après sa parution en langue anglaise, l'ouvrage sortait en traduction française aux éditions La Découverte. L'ouvrage peut en effet attirer un lectorat tout autant féru d'histoire sociale que de questionnements politiques plus généraux : revenant sur une histoire des exils à Paris trop souvent cloisonnés par nationalité, l'auteur s'attelle à démontrer que du bouillonnement politique et des rencontres dans la capitale française auraient émergé des imaginaires nationalistes dont l'historiographie récente amoindrirait la contribution aux processus de décolonisation.

Paris capitale du cosmopolitisme dans l'entre-deux-guerres

L'élargissement à une audience de non-spécialistes était souhaité par un auteur assumant pleinement l'anachronisme et le caractère provocateur du titre *Paris, capitale du tiers monde* : l'expression « tiers monde » et le mouvement tiers-mondiste voient, effectivement, leurs actes de naissance généralement datés des années 1950, et, pour ce dernier, plutôt du côté de Bandung (Indonésie) ou d'Alger que de Paris, qui n'a jamais postulé au titre de « capitale » ou de « Mecque du tiers monde » (Byrne 2016). Ce faisant, l'auteur place cependant ses pas dans ceux d'un certain nombre de précurseurs : en particulier Claude Liauzu qui, dès 1982, publiait *Aux origines des tiers-mondismes*, un livre dont la chronologie, les généalogies et les espaces étudiés annonçaient largement ceux arpentés 30 ans après dans *Paris, capitale du tiers monde* (Liauzu 1982). La

question des renouvellements et des contributions inédites proposés par cet ouvrage se pose d'autant plus que l'auteur ne cache pas ses ambitions historiographiques.

Michael Goebel appuie sa démonstration sur un certain nombre de déplacements (d'une histoire des idées vers une histoire sociale), d'élargissements (aux ressortissants des États indépendants d'Amérique latine et aux ressortissants chinois, autrement dit à « l'empire informel » et pas seulement aux colonisés au sens strict) et de questionnements (sur les mécanismes de formation d'une « communauté imaginée », Anderson 1983). La principale prémisse de l'ouvrage est que, dans les années 1930, Paris était la ville la plus cosmopolite d'Europe, sinon du monde : « aucune autre ville n'offrait les mêmes possibilités de contacts interethniques et interrégionaux », avance l'introduction (p. 17). L'analyse est menée d'une plume alerte et passe notamment par une attention aux réseaux intellectuels et militants (le journal *Le Paria*, l'Union intercoloniale, la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale, le Comité de défense de la race nègre...), bien connus des spécialistes de la période. Surtout, Michael Goebel s'attelle à une mise en évidence convaincante de « l'ethnicité du quotidien » (Roger Brubaker) : au travers de la cuisine, de la musique, de la langue, « ce furent les réseaux migratoires et non des identités de groupe préexistantes qui favorisèrent la formation de communautés ethniques » (p. 78). Ces dernières étaient loin d'être cantonnées à des « ghettos » : la capitale française se caractérisait notamment par une forte dispersion des exilés dans ses très nombreux quartiers ouvriers, voire bourgeois pour les immigrations coloniales intégrant une forte composante de domestiques – par exemple, les cuisiniers vietnamiens. S'il n'existait « aucune enclave ethnique africaine à Paris » (p. 55), émergèrent cependant des « enclaves très compactes » et des espaces de « concentration microrésidentielle » (un hôtel, une rue...), particulièrement pour les Chinois ou les « Nord-Africains ». Selon l'auteur, ces derniers « vécurent au plus près les conditions de ce qu'on pourrait appeler la “ghettoïsation” », en dépit d'une forte dispersion spatiale dans la plupart des arrondissements parisiens et de nombreuses villes de banlieues. Le cas spécifique des originaires d'Amérique du Sud, particulièrement nombreux dans les 16^e et 17^e arrondissements, démontre que ces « immigrés » (dont de nombreux diplomates, étudiants et intellectuels...) ne partageaient pas les mêmes propriétés et conditions sociales que les Vietnamiens ou les Algériens, les deux groupes démographiquement les plus étoffés et placés au centre de l'étude de Michael Goebel.

Échanges, mixités et construction des nations

Les échanges et les collaborations entre « nations » étaient nombreux au sein de l'Union intercoloniale et des réseaux de l'Internationale communiste. Ils s'affichaient ainsi à la tribune des meetings, mais semblent avoir été limités en ce qui concerne les lieux de travail, de résidence et de loisirs de la majorité des immigrants, qui ne participaient pas à ces espaces intellectuels et politiques. Certes, les services de renseignement pouvaient noter que le futur Hô Chi Minh – présent à Paris entre 1919 et 1924, après avoir voyagé dans de nombreux pays – s'entretenait chaque jour avec des interlocuteurs de plusieurs nationalités mais, pour la plupart de ses compatriotes et des autres immigrants coloniaux, les possibilités d'échanges avec des natifs des empires français ou britanniques étaient singulièrement limitées par les barrières linguistiques. Le français était la langue véhiculaire des seules élites, ainsi que de certaines formes de politisation. Il fut également au centre des interactions qui permirent à des milliers d'hommes, de toute condition sociale, de se marier (ou de vivre en concubinage) avec des femmes françaises. « Le nombre de leaders anticoloniaux qui se marièrent et/ou eurent des enfants avec une Française est saisissant », note ainsi Michael Goebel après de nombreux autres historiens. Ces multiples unions transcendaient même les origines géographiques et les engagements politiques des exilés. Des personnalités aussi diverses que Samuel Stéfany, Habib Bourguiba, Messali Hadj, Max Clainville-Bloncourt, Nguyễn Thế Truỳền, Lamine Senghor ou Léopold Sédar Senghor contractèrent ainsi des « mariages mixtes ». L'auteur fait de ces relations matrimoniales un des principaux indicateurs de sa démonstration sur l'émergence du sentiment national : c'est au contact de leurs femmes et des

Français·e·s qu'ils fréquentaient que les futurs militants de la « révolution anticoloniale » auraient affermi leur conscience d'être discriminés et dominés. « Les mariages mixtes contribuèrent à promouvoir la conscience anticoloniale », écrit Michael Goebel (p. 127), sans entrer dans le détail des ressources qui permirent à ces hommes de multiplier les relations au sein de la société française et de s'engager dans des luttes d'émancipation.

L'auteur excelle à proposer des exemples relatifs à des personnalités frappantes et à des relations saisissantes – ainsi, par exemple, de l'amitié entre les deux prix Nobel de littérature, Romain Rolland et Rabindranath Tagore¹ (p. 334-335) – pour le lecteur découvrant la multiplicité des liens transnationaux au sein de la « capitale des hommes sans pays » (Roger Nash Baldwin). Il offre également une belle illustration et une discussion stimulante des théories du nationalisme, en particulier de Benedict Anderson et de son argument selon lequel « l'exil est la pépinière du nationalisme » (Anderson 1983²). L'ambition même de l'ouvrage – en raison notamment de l'importance du nombre des « communautés » évoquées et la volonté affichée de discuter certains des arguments de l'historiographie des nationalismes et des situations coloniales – a cependant pour revers des raccourcis et des imprécisions qui ne peuvent que heurter les connaisseurs d'une partie de la riche bibliographie mobilisée. Ainsi, à propos des « travailleurs nord-africains », l'insistance sur la « rareté de leurs unions avec des femmes françaises » étonne³ : autant les observateurs de l'époque (des autorités militaires à l'orientaliste Louis Massignon qui mena une étude sur le sujet au début des années 1930) que les nombreux historiens s'étant penchés sur la question depuis une trentaine d'années ont, au contraire, été frappés par le caractère massif de ces unions (Meynier 2015 ; Massard-Guilbaud 1995 ; MacMaster 1997). Les couples entre Algériens (mais aussi Marocains, beaucoup moins nombreux, cependant, à être présents en métropole) et Françaises ou immigrées d'Europe (Italiennes, Polonaises...) se comptèrent par milliers, bien au-delà du cas bien connu des principaux leaders de l'Étoile nord-africaine (Messali Hadj ou Hadj Ali Abdelkader, pour ne citer que les plus emblématiques). Ils ont, d'ailleurs, laissé de nombreuses traces dans les archives administratives ou parmi les personnages des premiers romans algériens en langue française⁴. Dans un chapitre parmi les plus aboutis de l'ouvrage (chap. 3, « Amants, époux, pères, travailleurs et soldats. Travail et vie privée »), une telle prise de distance non étayée et sans discussion des travaux de référence sur la question ne pose pas seulement un problème historiographique mais également celui de la diffusion de tels « résultats » dans un large public. L'allégation d'une véritable politique étatique d'entrave à ces unions⁵ ou du rôle d'une « stricte laïcité de l'État » (à propos de refus d'enregistrement de « prénoms musulmans » par des agents de l'état civil⁶) demanderait, en effet, à être étayée par une démonstration, archivistique notamment, aussi serrée que prudente tant ces questions recouvrent des enjeux politiques contemporains.

¹ Tagore n'a jamais vécu à Paris, où il a cependant effectué un certain nombre de séjours. Michael Goebel mêle ainsi à sa démonstration des étrangers de passage, des immigrés provisoires et des exilés de longue date sans proposer de clarification lexicale ou de taxinomie sociologique.

² Ces mots sont en fait empruntés à Lord Acton, mais Benedict Anderson en a bien fait un des éléments de son analyse du nationalisme. Cet argument a ensuite été repris dans de multiples études sur les liens entre exil et politisation.

³ Cette affirmation n'est, d'ailleurs, étayée que par une référence, non explicitée, aux statistiques des mariages – sans prise en compte des concubinages – pour la seule ville de Paris au cours des années 1937-1938 (p. 119). Pour les années suivantes (les précédentes n'ont pas été consultées par l'auteur de ce compte rendu), cette même source montre pourtant que les Algériens étaient avec les Italiens les immigrés qui contractaient le plus de mariages avec des Parisiennes (Blanchard 2008).

⁴ En particulier dans les romans de Mouloud Feraoun, notamment *La Terre et le Sang* (1953) et *Les Chemins qui montent* (1957).

⁵ La plupart des « experts » de la question coloniale étaient opposés à ces unions mixtes et auraient voulu qu'elles soient découragées. Mais, de fait, dans les villes métropolitaines, elles furent dès l'entre-deux-guerres si nombreuses que chercher à les entraver posait de nombreux problèmes humains et administratifs.

⁶ L'auteur s'appuie sur des griefs formulés dans le cadre d'un meeting de l'Étoile nord-africaine (1935). Les agents de l'état civil français sont en effet connus pour avoir été particulièrement restrictifs et directifs dans le choix des prénoms, en particulier pour les enfants d'immigrés. Il reste que, dans les années 1930, de nombreux prénoms « musulmans » furent enregistrés dans les registres d'état civil de métropole.

Nouvelles voies et raccourcis osés

Or, au-delà de cette question, l'auteur multiplie les raccourcis, voire les truismes : des formulations telles que « l'internationalisation créa, par exemple, la notion de “nation algérienne”, en tant qu'équivalent structurel de la “nation chinoise” » (p. 276) ou « l'obtention de l'indépendance [algérienne] aurait naturellement invalidé le Code de l'indigénat » ne peuvent laisser le lecteur qu'indécis, voire pantois. En suggérant que *Paris, capitale du tiers monde* doive faire l'objet d'une lecture serrée et ne pas être réduit à une liste d'arguments, il ne s'agit pas de rejouer les controverses entre spécialistes d'« aires culturelles » et tenants d'une « histoire globale ». Ces différences d'approche peuvent, d'ailleurs, générer des dialogues fructueux, à condition de partager des méthodes et des interrogations communes sur les sources (Bertrand 2013). Or, Michael Goebel écarte toute réflexion méthodologique et toute inscription analytique des sources dans sa mise en récit⁷. Il écrit, certes, qu'« une grande partie des sources émane de documents de surveillance policière, connus pour être biaisés et peu fiables », mais sans en tirer de véritables conséquences. Non qu'il faille les écarter de l'analyse, mais une étude largement basée sur les archives du Service de contrôle et d'assistance en France des indigènes des colonies françaises (le CAI) aurait dû en passer par une présentation des méthodes de travail et des pratiques d'écriture de ce service. C'est d'autant plus crucial qu'un certain nombre de sources primaires (journaux, tracts...) sont connues et présentées au travers des compilations qui en étaient faites par divers services de police et de renseignement. Rappeler la « révolution » qu'ont amené « la numérisation et les nouvelles technologies » ne peut faire office de nécessaire présentation des échafaudages méthodologiques d'une recherche : si un « logiciel de reconnaissance optique des caractères permet de remonter la piste de réseaux inaccessibles aux historiens d'hier », si « un simple clic suffit aujourd'hui à suivre la trace des individus les plus itinérants⁸ » (p. 26), cela demande, cependant, à être étayé dans des analyses de réseaux. Plus fondamentalement, l'abondance des sources disponibles en ligne ne dispense pas de présenter des éléments sur l'histoire et la sociologie de leurs producteurs.

Il est, par ailleurs, douteux que *Paris, capitale du tiers monde* permette aux lecteurs de découvrir des « réseaux inaccessibles aux historiens d'hier » (p. 26) : dès les années 1970, de nombreux historiens ont contribué à l'analyse des organisations et des personnalités mises en avant par Michael Goebel (Dewitte 1985 ; Hémerly 1975 ; Liauzu 1982 ; Stora 1985). Ces dernières années, de jeunes chercheurs sont venus renouveler ces analyses (Aissaoui 2009 ; Amiri 2004, 2013 ; Boittin 2010 ; Marangé 2016 ; Sidi Moussa 2013). L'affirmation que Paris était une « capitale de l'Amérique latine » (p. 41), ou d'autres régions dominées, ne surprendra pas les spécialistes de la circulation des idées et des répertoires politiques entre les deux rives de l'Atlantique (Lempérière 2012). De même, l'hypothèse selon laquelle « il se pourrait que le communisme ait joué dans ce processus [de naissance des nationalismes] un rôle plus important que ce que les récentes études historiques mondiales ont postulé » (p. 278) demanderait à être étayée. En l'absence de références précises, il est délicat de savoir à quels travaux il est fait allusion mais, parmi les cas étudiés les plus précisément par Michael Goebel, il est difficile d'imaginer que les processus de politisation communiste et internationaliste doivent encore être réévalués en ce qui concerne les nationalismes vietnamiens, voire algériens, largement abordés sous cet angle (Brocheux 2000 ; Carlier 1995 ; Gallissot 2006 ; Goscha 2011 ; Zinoman 2001).

Paris, capitale du tiers monde ne propose donc guère de résultats neufs : sa principale innovation tient à la revendication d'un cadrage par l'« histoire globale ». Mais ce dernier conduit également à une certaine régression historiographique. L'accent mis sur les métropoles coloniales, l'immigration et le communisme dans l'émergence des nationalismes dans les anciennes colonies françaises est,

⁷ L'auteur cite certes fréquemment un certain nombre de documents d'époque, mais sans jamais proposer d'éléments de contextualisation ni de présentation de corpus.

⁸ Il évoque ici un « activiste malgache peu connu, Samuel Stéfany ». Cet avocat n'avait cependant pas échappé à l'attention des spécialistes du nationalisme malgache et, plus généralement, des luttes anticoloniales menées à Paris dans l'entre-deux-guerres (Dewitte 1985 ; Liauzu 2007).

en effet, classique. Il a même largement été nuancé ces dernières années par des enquêtes plaçant la focale sur d'autres sources et d'autres espaces du nationalisme : les révoltes des années 1930 au Vietnam ne peuvent être réduites à l'influence communiste qui obsédait les administrateurs coloniaux ; outre Moscou et Paris, Tokyo ou Hong Kong furent d'autres pôles internationaux primordiaux dans l'affirmation des nationalismes vietnamiens (Brocheux et Hémerly 2004). Dans le cas algérien, les exils ne s'opérèrent pas tous vers la métropole et, en particulier pour les étudiants et autres savants de l'islam, ceux orientés vers Tunis, Le Caire ou le Hedjaz occupèrent une place centrale dans la construction d'un récit national qui mit en forme une « communauté imaginée » également enracinée dans la culture, et notamment l'islam, populaire (McDougall 2006). De même, dans les années 1930, l'efflorescence associative et partisane a donné lieu, en Algérie même, à de multiples rencontres et mobilisations qui obligent à penser de façon concomitante des appartenances et des historicités multiples : réformistes musulmans, nationalistes et communistes pouvaient tout aussi bien s'affronter que s'unir et ces idéologies pouvaient être autant d'étapes, voire de sources d'inspirations juxtaposées, des engagements individuels (Carlier 1995 ; Fromage 2012 ; Marynowar 2011). Si l'histoire globale peut donner des résultats probants en étant localisée à l'échelle urbaine (Singaravélou 2017), l'état contemporain des savoirs indique qu'une enquête sur la « naissance de la révolution anticoloniale » doit nécessairement être multisituée.

Un des objectifs de Michael Goebel était d'affirmer qu'« il ne partage pas la conception anti-téléologique de certaines études récentes sur la décolonisation qui présentent la prolifération de nouveaux États-nations comme un événement extrêmement contingent, presque accidentel » (p. 359). De ce point de vue, *Paris, capitale du tiers monde* semble globalement probant, à condition de rappeler que les travaux ainsi discutés ne traitaient qu'incidemment de l'émergence d'un sentiment national, ou d'une « communauté imaginée », dans l'épaisseur sociale des populations colonisées (Cooper 2005 ; Shepard 2008). Cet ouvrage n'apportera donc guère d'arguments nouveaux aux historiens des (dé)colonisations, pour qui le refus de la téléologie ne doit pas conduire à sous-estimer des logiques de situation indiquant une orientation de l'histoire géopolitique (Thomas 2014). Après la Seconde Guerre mondiale, ces dernières laissèrent effectivement peu de place à d'autres solutions institutionnelles pérennes que des indépendances qui ont bien souvent été entérinées dans des frontières qui n'étaient pas forcément celles imaginées par les militants placés au cœur de l'étude de Michael Goebel. Ces débats, abordés notamment en conclusion sont certes stimulants, mais ils relèvent aussi de positionnements académiques qui n'apparaîtront cruciaux qu'à une partie des lecteurs et des lectrices. Pour les autres – et l'on pense notamment aux étudiant·e·s –, cet ouvrage proposera une belle entrée en matière sur le bouillonnement politique et culturel généré par les contacts entre les populations multiples qui donnaient toutes ses couleurs aux peuples de Paris. Ce n'était certes pas l'ambition première de l'auteur mais cela fait de *Paris, capitale du tiers monde* un ouvrage utile – à condition de le lire et de le discuter à l'aune d'ouvrages plus modestes, mais dont les résultats empiriques sont souvent mieux établis.

Bibliographie

- Aissaoui, R. 2009. *Immigration and National identity. North African Political Movements in Colonial and Post-Colonial France*, Londres : Tauris Academic Studies.
- Amiri, L. 2004. *La Bataille de France. La guerre d'Algérie en métropole*, Paris : Robert Laffont.
- Amiri, L. 2013. *La Fédération de France du Front de libération nationale (FLN). Des origines à l'indépendance (1926-1962)*, thèse d'histoire, Institut d'études politiques de Paris.
- Anderson, B. 1996 [1983]. *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris : La Découverte.

- Bertrand, R. 2013. « Histoire globale, histoires connectées. Un tournant “historiographique” ? », in A. Caillé et S. Dufoix (dir.), *Le Tournant global des sciences sociales*, Paris : La Découverte, p. 44-66.
- Blanchard, E. 2008. *Encadrer des « citoyens diminués ». La police des Algériens en région parisienne, 1944-1962*, thèse d'histoire, université de Dijon.
- Boittin, J. 2010. *Colonial Metropolis: the Urban Grounds of Anti-imperialism and Feminism in interwar Paris*, Lincoln : University of Nebraska Press.
- Brocheux, P. 2000. *Hô Chi Minh*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Brocheux, P. et Hemery, D. 2004. *Indochine : la colonisation ambiguë, 1858-1954*, Paris : La Découverte.
- Byrne, J. J. 2016. *Mecca of Revolution: Algeria, Decolonization, and the Third World Order*, New York : Oxford University Press.
- Carlier, O. 1995. *Entre nation et Jihad. Histoire sociale des radicalismes algériens*, Paris : Presses de la FNSP.
- Cooper, F. 2005. *Colonialism in Question. Theory, Knowledge, History*, Berkeley : California University Press.
- Dewitte, P. 1985. *Les Mouvements nègres en France, 1919-1939*, Paris : L'Harmattan.
- Fromage, J. 2012. *Innovation politique et mobilisation de masse en « situation coloniale » : un « printemps algérien » des années 1930 ? L'expérience de la Fédération des Élus Musulmans du Département de Constantine*, thèse d'histoire, École des hautes études en sciences sociales.
- Gallissot, R. 2006. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier : Maghreb. Algérie. Engagements sociaux et question nationale. De la colonisation à l'indépendance, de 1830 à 1962*, Paris : Éditions de l'Atelier.
- Goscha, C. 2011. *Vietnam : un État né de la guerre 1945-1954*, Paris : Armand Colin.
- Hémery, D. 1975. « Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France de 1926 à 1930 », *Le Mouvement social*, n° 90, p. 3-54. Disponible en ligne à l'URL suivant : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5617754v/f12.image.r=héméry>.
- Lempérière, A. (dir.). 2012. *Penser l'histoire de l'Amérique latine : hommage à François-Xavier Guerra*, Paris : Publications de la Sorbonne.
- Liauzu, C. 1982. *Aux origines du tiers-mondisme. Colonisés et anticolonialistes en France 1929-1939*, Paris : L'Harmattan.
- Liauzu, C. 2007. *Histoire de l'anticolonialisme en France. Du XVII^e siècle à nos jours*, Paris : Armand Colin.
- MacMaster, N. 1997. « Sexual and racial boundaries: colonialism and Franco-Algerian intermarriage (1880-1962) », in M. Cross et S. Perry (dir.), *Population and Social Policy in France*, Londres : Pinter, p. 92-108.
- Marangé, C. 2016. « Le Komintern, le Parti communiste français et la cause de l'indépendance algérienne (1926-1930) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 131, p. 53-70.
- Marynower, C. 2011. « Le moment Front populaire en Oranie : mobilisations et reconfigurations du milieu militant de gauche », *Le Mouvement social*, n° 236, p. 9-22. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2011-3-page-9.htm.
- Massard-Guilbaud, G. 1995. *Des Algériens à Lyon. De la Grande Guerre au Front populaire*, Paris : L'Harmattan.
- McDougall, J. 2006. *History and the Culture of Nationalism in Algeria*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Meynier, G. 2015 [1981]. *L'Algérie révélée. La guerre de 1914-1918 et le premier quart du XX^e siècle*, Saint-Denis : Bouchène.

- Shepard, T. 2008. *1962 : comment l'indépendance algérienne a transformé la France*, Paris : Payot.
- Sidi Moussa, N. 2013. *Devenirs messalistes. Sociologie historique d'une aristocratie révolutionnaire (1925-2013)*, thèse de science politique, université Paris-1 Panthéon–Sorbonne.
- Singaravélou, P. 2017. *Tianjin Cosmopolis. Une autre histoire de la mondialisation*, Paris : Éditions du Seuil.
- Stora, B. 1985. *Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens. E.N.A., P.P.A., M.T.L.D. (1926-1954)*, Paris : L'Harmattan.
- Thomas, M. 2014. *Fight or Flight: Britain, France, and their Roads from Empire*, Oxford : Oxford University Press.
- Zinoman, P. 2001. *The Colonial Bastille: A History of Imprisonment in Vietnam, 1862–1940*, Berkeley : University of California Press.

Emmanuel Blanchard, historien et sociologue, est maître de conférences à l'université de Versailles–Saint-Quentin-en-Yvelines (département de science politique) et chercheur au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP, CNRS – Ministère de la Justice – UVSQ).

Il a notamment publié *La Police parisienne et les Algériens (1944-1962)* (Nouveau Monde, 2011) et une *Histoire de l'immigration algérienne* (La Découverte, 2018). Ses travaux actuels portent sur le maintien de l'ordre en situation coloniale et sur les requêtes adressées à l'administration coloniale pendant l'entre-deux-guerres.

Pour citer cet article :

Emmanuel Blanchard, « Ville-monde et histoire globale : Paris, 1919-1939 », *Métropolitiques*, 1^{er} mars 2018. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Ville-monde-et-histoire-globale-Paris-1919-1939.html>.